



**Concours national  
de la Résistance et de la Déportation**  
session 2023

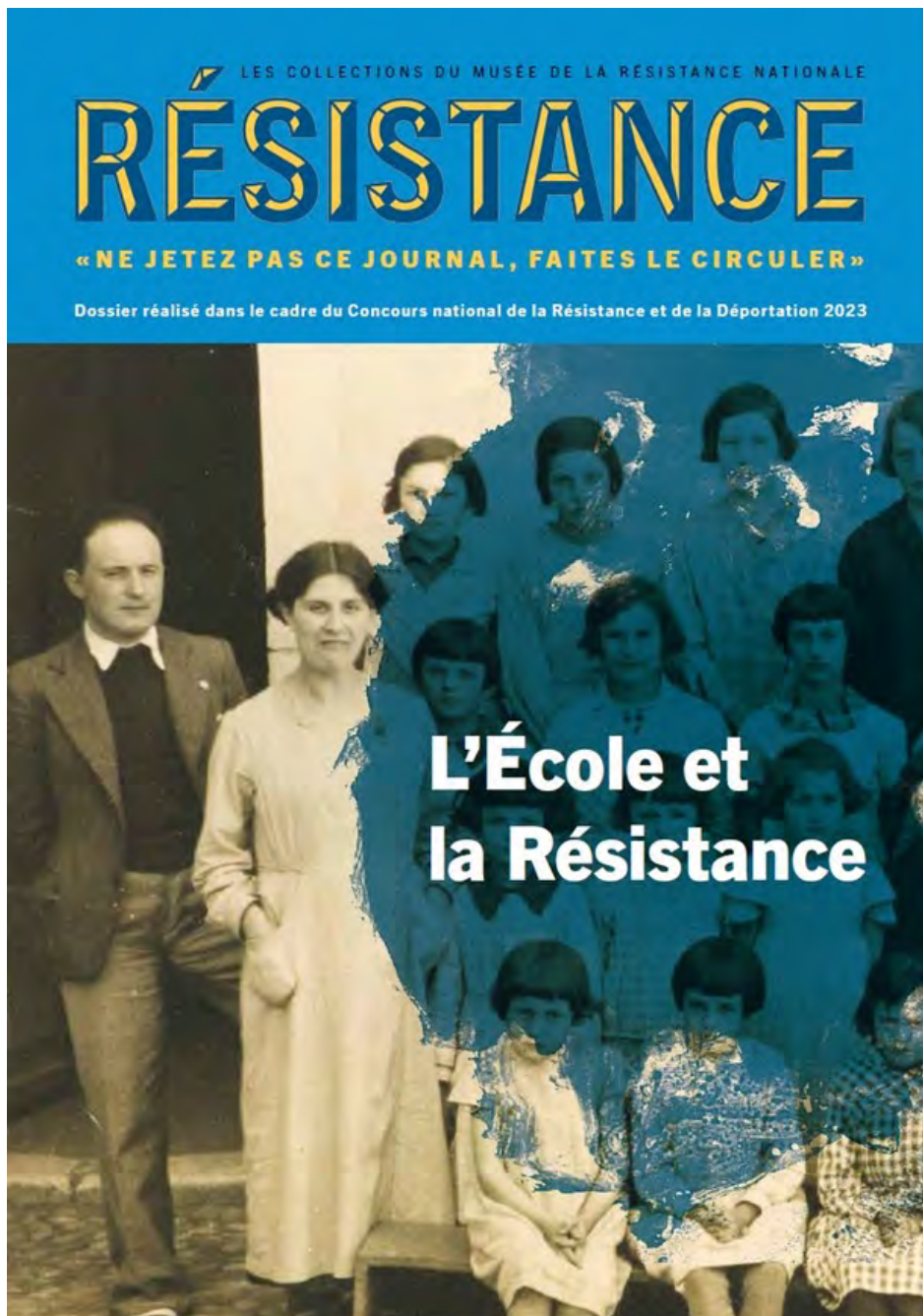
---

# L'École et la **Résistance**

Des jours sombres  
aux lendemains de la Libération (1940 - 1945)

---

**Documents** commentés



Cet ensemble documentaire vient en complément du dossier pédagogique réalisé par le Musée de la Résistance nationale dans le cadre du CNRD 2023 et en appui du parcours pédagogique proposé par le musée de la Résistance nationale à Champigny.

Réalisation : Eric Brossard, professeur relais du MRN, détaché au musée de la Résistance nationale à Champigny / novembre 2022



P5

Section M Joo

N° 1

MARS 1943



# FEMMES

organe féminin  
de l'Union des femmes

UNISSONS - NOUS  
ENSEMBLES EXI-  
GEONS POUR NOS  
GOSSES QUE LA  
RATION DE PAIN  
SOIT PORTEE A  
500.....GRAMMES

## LE SCANDALE DES CANTINES SCOLAIRES DE MALAKOFF

Les mamans des écoliers de Malakoff ayant leurs enfants à la cantine, se trouvent mécontente de la façon dont on nourrit leurs enfants.

Ces enfants se plaignent de la mauvaise nourriture qui leur est attribuée ; leur menu se compose journalièrement de rutabagas, navets, carottes, tout cela cuit à l'eau, une des cantinières a répondu aux enfants qui se plaignaient que ce n'était qu'un commencement.

Plusieurs de ces petits ont vu des employés municipaux triner dans les caves des pommes de terre qui y pourrissaient ; la direction pense sans doute que les navets sont plus profitables à la santé de nos enfants.

Nous nos mamans nous révoltons devant de tels faits nous demandons qu'une meilleure organisation soit faite à ce sujet.

Assez de propagande est faite sur les améliorations qu'apporte le secours national ; nous aimerions moins de paroles et un peu plus d'action.

Les enfants déposent chaque mois leurs tickets qui se composent de la carte de viande entière, 5gr de matières grasses par jour, de tickets de fromage, dont le plus souvent, ils ne touchent pas la ration ;

Nous exigeons que les responsables fassent le nécessaire et aient plus à cœur la santé des enfants de France.

-----ooOoo-----

## OU VA LE RAVITAILLEMENT

De jour en jour le ravitaillement se fait plus difficile, les ménagères, se présentant chez leur commerçant ou au marché, reviennent chaque jour un peu plus écourées, elles ne parviennent plus à assurer la nourriture de leur mari et de leurs enfants, de ces enfants qui réclament, qui veulent vivre et grandir.

Nous avons de plus en plus la certitude que le ravitaillement laisse indifférent les autorités compétentes qui ont la charge d'y veiller.

Tout se fait en sous-mains, il n'y a plus de marchandises que pour le marché noir, les pauvres femmes qui se trouvent seules avec leurs enfants et qui ne peuvent acheter à tous ces mercantis profitours, se désolent chaque jour de la santé de leurs gosses.

Les petits ouvriers et employés, avec leur maigre salaire, ne le peuvent également pas, et combien de pauvres gens sont dans le même cas.

Des tickets sortent : choux-fleurs, oignons etc ....; il faut attendre des mois pour avoir ces denrées. " 1kg de choux-fleurs 100grs d'endives pour un mois et souvent plus " Ces rations déjà si maigres, arrivent en si petites quantités que la plupart de la population n'en peut avoir.

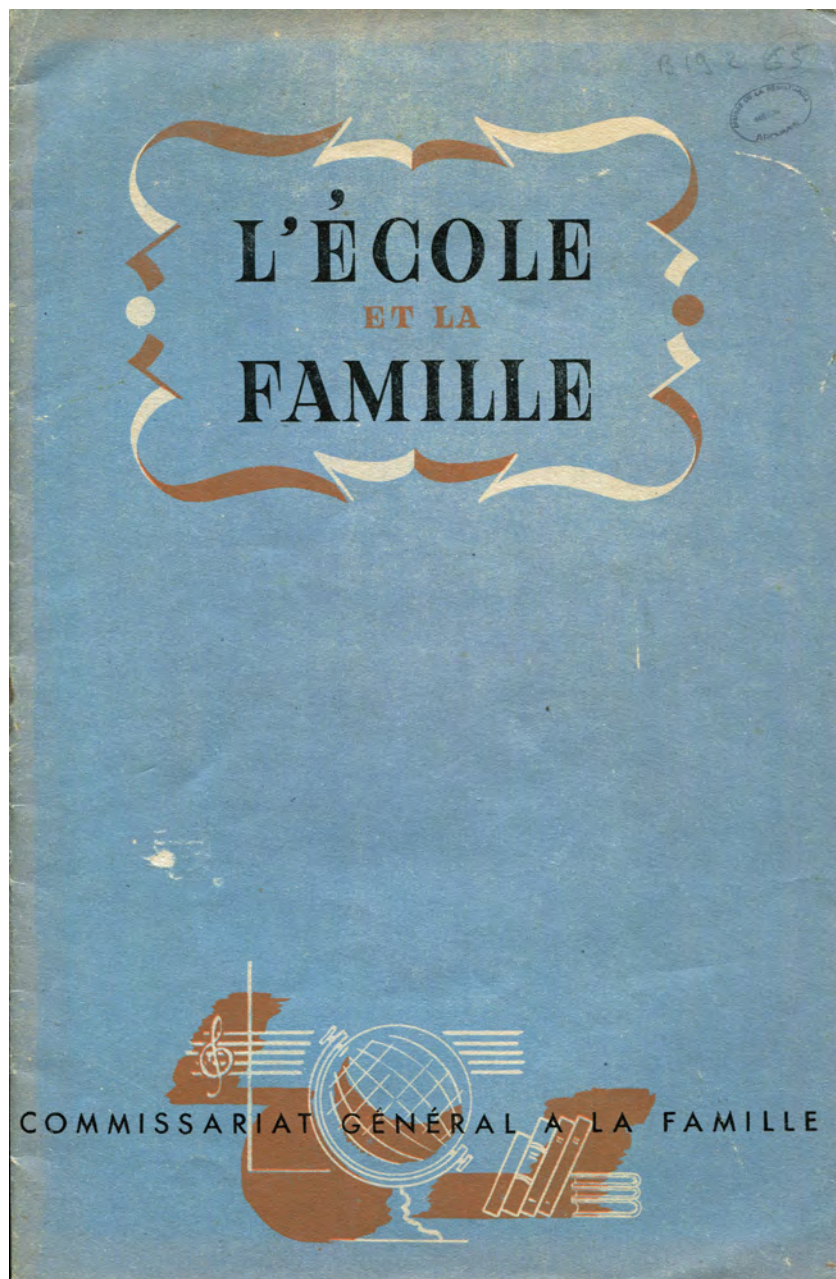
Nous exigeons pour tous une meilleure répartition, que nous puissions voir nos tickets honorés, que des rations plus fréquentes et plus substantielles soient faites.

Article « Le scandale des cantines scolaires de Malakoff », publié dans *Femmes*, organe féminin de l'Union des femmes, n°1, mars 1943

## Commentaire

Les informations données par le journal clandestin *Femmes* sur la qualité de la nourriture et les quantités distribuées aux enfants dans les cantines correspondent à la réalité dans un contexte de pénurie généralisée. Cependant, l'insistance mise sur la situation particulière des enfants est une manière de dénoncer l'incompétence et l'insensibilité supposées de ceux qui dirigent. La question des cantines scolaires est un bon moyen pour les organisations de résistance de susciter l'attention et le soutien des familles face aux autorités. Le journal joue sur le fait qu'il est le porte-parole de femmes (résistantes) qui s'adressent à d'autres femmes (non résistantes) sur un sujet qui ne peut les laisser insensibles. L'article se conclut par une revendication qui est aussi un appel à la mobilisation : « Nous exigeons que les responsables fassent le nécessaire et aient plus à cœur la santé des enfants de France ».





Commissariat général à la Famille,  
*L'Ecole et la famille*,  
Office de Propagande générale,  
[1942]

## Commentaire

Le régime de Vichy accorde une place fondamentale à la famille comme l'exprime la nouvelle devise de l'Etat français. Dans sa préface "Aux membres du corps enseignant", Paul Hauray, inspecteur général de l'Instruction publique, donne les grandes lignes des objectifs de l'École vis-à-vis de la politique familiale du régime :

« Il ne s'agit pas seulement pour vous d'apprendre à penser juste aux enfants qui vous sont confiés ; il faut surtout les préparer à vivre sainement, normalement [...]. Si bien que c'est à vous, maîtres et institutrices, que revient la tâche délicate de révéler à trop d'enfants, qui ne le soupçonnent pas, tout ce qu'ont d'anormal — et de guérissable, si l'on sait vouloir — les maux engendrés par l'effroyable désordre moral qui règne dans certains milieux [...]. A ce prix seulement le pays peut être sauvé : car il ne lui faut rien de moins qu'une véritable résurrection. »



Numb. J 16/4/41  
Le 9 Avril 1941  
LYCÉE MOLIERE  
71, RUE DU RANELAGH  
PARIS

Monsieur,

J'ai le regret de vous faire connaître que Monsieur le Recteur n'a pas approuvé la sanction infligée à votre fille, Elisabeth Friang, élève de 4<sup>th</sup>A, par le Conseil de Discipline. - L'exclusion temporaire a été transformée par lui en exclusion définitive de notre établissement étant donné le manque de discipline

constatée depuis Octobre malgré maints avertissements. L'incident qu'elle vient de provoquer au lycée prouve, au surplus, qu'elle n'a eu nul souci des risques graves que son attitude pouvait faire courir à ses camarades, son lycée et finalement à l'Université toute entière. » écrit Monsieur le Recteur.

Je vous prie, Monsieur, de recevoir mes salutations distinguées.

Pour la Directrice,  
la surveillante générale,  
B. Vourcets - Vachon

Lettre annonçant l'exclusion définitive  
d'Elisabeth Friang du lycée Molière à Paris,  
9 avril 1941

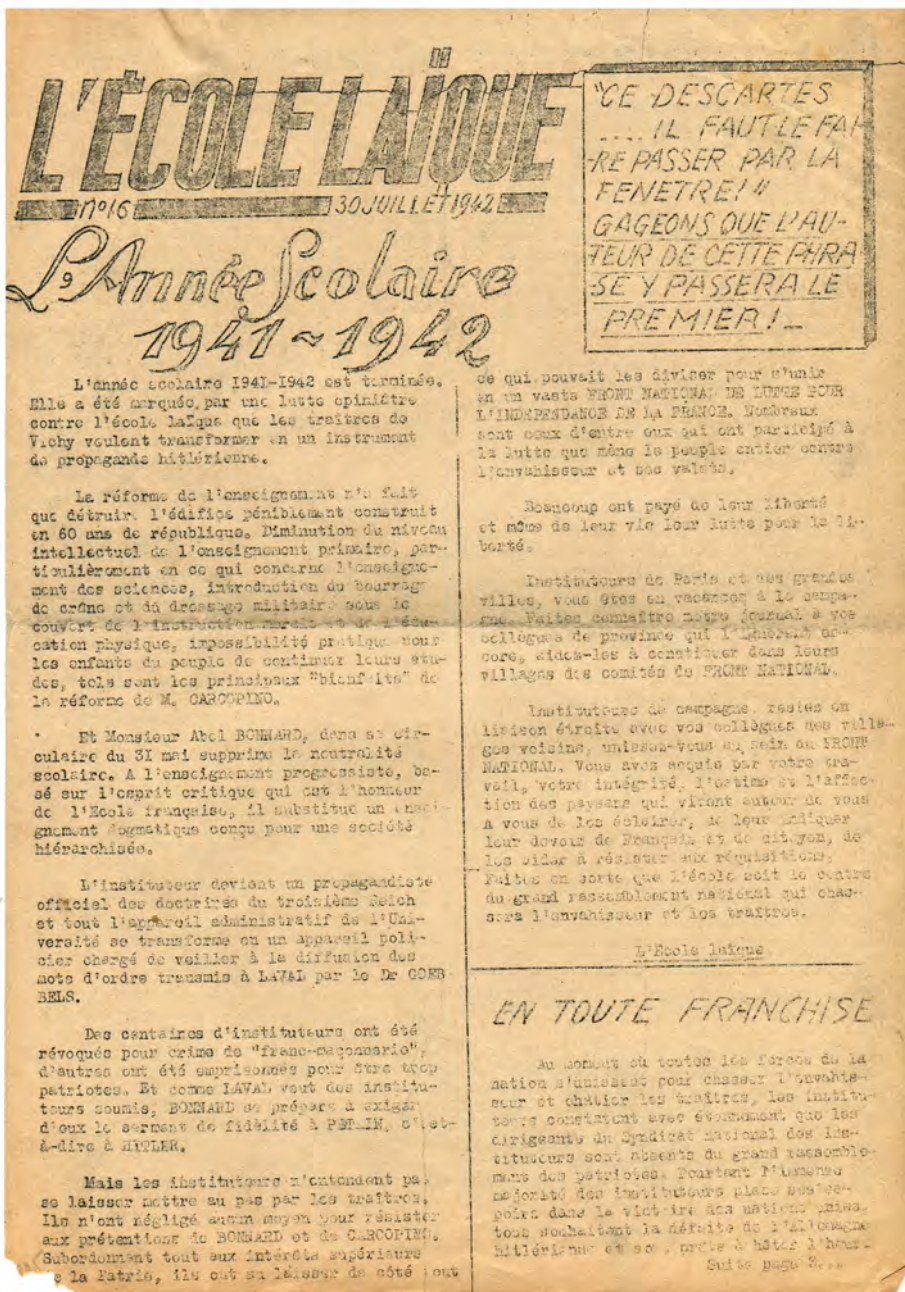
## Commentaire

Née en 1924 à Paris, Elisabeth Friang fait ses études au lycée Molière à Paris. Dès la rentrée scolaire 1940, elle manifeste son refus de la défaite et multiplie les gestes patriotiques et les actes d'insoumission : elle appose des croix de Lorraine sur les murs, distribue des tracts, défie ses professeurs. Son engagement lui vaut d'être exclue temporairement du lycée Molière, puis définitivement sur décision du recteur, au motif « qu'elle n'a eu nul souci des risques graves que son attitude pouvait faire courir à ses camarades, son lycée et finalement à l'Université toute entière. »

Poursuivant ses études, elle continue son action dans la Résistance. Elle finit par rejoindre le Bureau des opérations aériennes. Elle prend le pseudonyme de Brigitte. Elle organise des atterrissages et décollages d'avions et des parachutages d'armes, notamment dans l'Ouest. En mars 1944, elle est associée à la préparation d'un plan d'évasion de Pierre Brossolette, interné à la prison de Rennes. Arrêtée sur trahison, grièvement blessée, brutalement interrogée, elle est déportée au camp de Ravensbrück. Elle rentre en France en mai 1945.







*L'Ecole laïque,*  
n°16, 30 juillet 1942

## Commentaire

Créé à l'initiative d'instituteurs pour les instituteurs, le journal clandestin *L'Ecole laïque* devient l'organe principal de la Résistance des enseignants du Primaire. *L'Ecole laïque* se veut proche des préoccupations des instituteurs, de leurs difficultés au quotidien dans leur classe, avec leurs élèves, mais aussi des inquiétudes croissantes exprimées face à la politique mise en oeuvre par l'Etat français et aux pressions exercées sur les enseignants.

Le numéro du 30 juillet 1942 fait le bilan de l'année scolaire écoulée et dénonce l'action de nouveau ministre Abel Bonnard, présenté comme un collaborateur et un traître. Le journal appelle à l'union afin de faire bloc et pouvoir résister plus efficacement, sans omettre les risques encourus.







**Emploi du temps**

Heures	Vendredi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8,15	Leve, Soupe	"	"	"	"	"	"
9,15	Culture	"	"	"	"	"	"
9,30	Physique	"	"	"	"	"	"
9,45	Appel	"	"	"	"	"	"
10.	Soupe Ge	"	"	"	"	"	"
12	repas	"	"	"	"	"	"
13,30	appel	"	"	"	"	"	"
13,45				Français (Sty)			
14,40							
14,45	Allemand (M)	Allemand (A)	Allemand (M)	Allemand (A)	Allemand (M)	Allemand (A)	<del>X</del>
15,40							
15,45	Géométrie				Algèbre		<del>X</del>
16,40							
16,45		Géographie					<del>X</del>
17,45							
18	repas	"	"	"	"	"	"
19	appel	"	"	"	"	"	"
	★			★			<del>X</del>
21,	coucher	"	"	"	"	"	"

Emploi du temps d'Eugène Kerbaul, détenu au camp de Choisel à Châteaubriant, non daté

## Commentaire

Interné au camp de Choisel à Châteaubriant (Loire-Inférieure), le jeune Eugène Kerbaul (1917-2005) s'est inscrit aux cours proposés aux détenus. L'objectif est d'occuper le temps libre, d'éviter le désœuvrement, de soutenir le moral et de parfaire ses connaissances. Des internés, enseignants de profession ou reconnus pour leurs compétences, assurent les cours pour leurs camarades.

Eugène Kerbaul a donné une grande importance aux cours d'Allemand, mais il suit aussi ceux de Géométrie, d'Algèbre, de Français, de Géographie, de Culture physique, toutes disciplines qui peuvent avoir un intérêt pour mettre en œuvre un plan d'évasion. Transféré en mai 1942 au camp de Voves (Eure-et-Loir), il parvient à s'évader, déguisé en gendarme, en janvier 1943.





Papillon du Front patriotique de la Jeunesse appelant à manifester le 11 novembre 1942



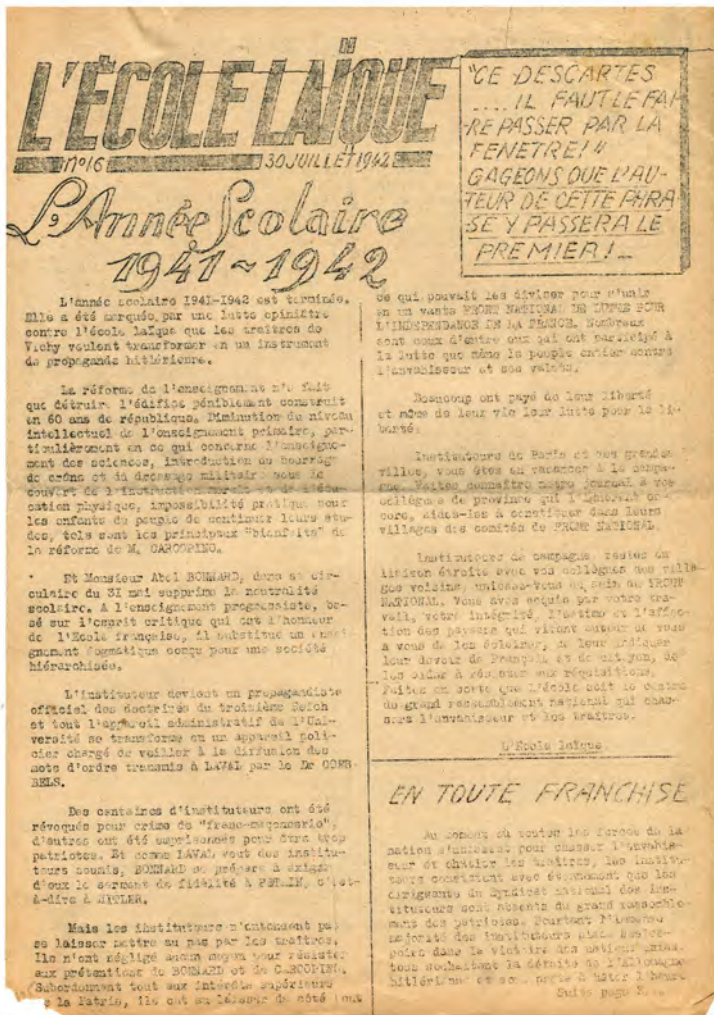
Papillon appelant à rallier les Forces unies de la Jeunesse patriotique, non daté

## Commentaire

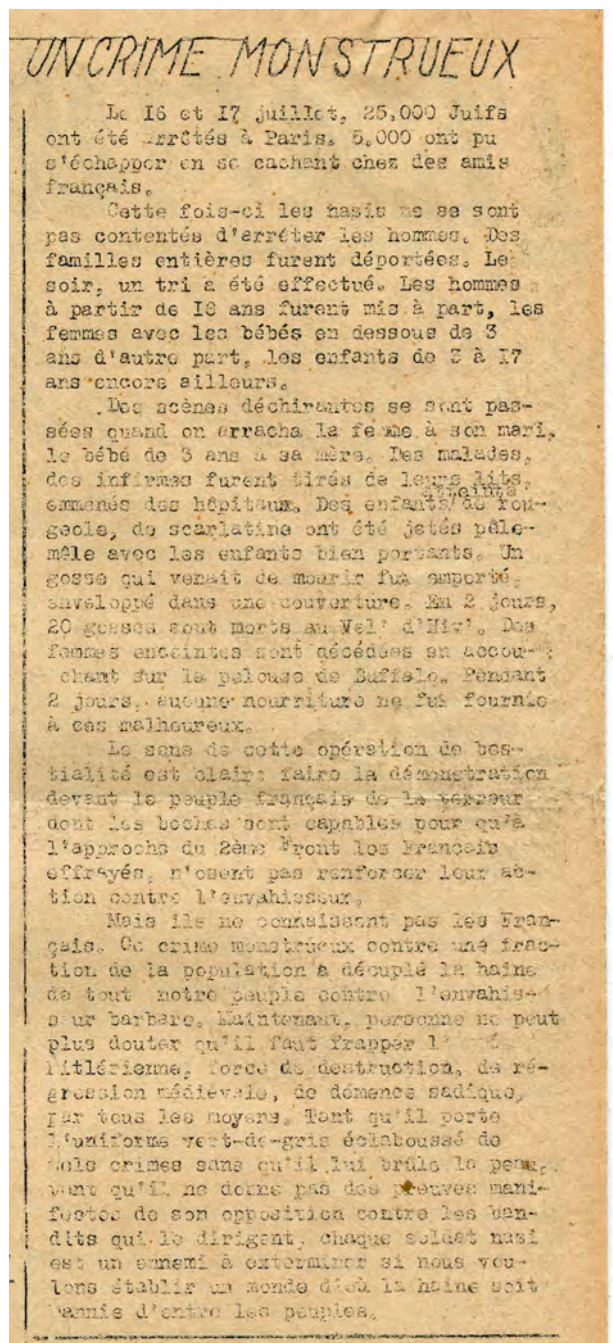
La Résistance subit l'influence de l'École jusque dans ses formes d'action. Le matériel scolaire est mis à contribution. Les enseignants ont recours aux moyens à leur disposition dans leur établissement ou dans leur classe pour imprimer des tracts : on prélève sur les stocks de papier et de stencils pourtant contingentés, on utilise les ronéos à alcool. Les élèves ou anciens élèves disposent a priori de moyens plus modestes : on récupère les étiquettes inutilisées destinées aux livres ou aux cahiers et on emploie les tampons d'imprimerie d'enfants pour composer les textes des papillons.

Les productions restent limitées en quantité mais elles participent à la diffusion des informations et des mots d'ordre, dans le milieu scolaire et en dehors. Leur caractère peu professionnel est aussi un gage d'authenticité. La volonté de résister vient également de la base et se développe sur tous les terrains.





Article « Un crime monstrueux »,  
publié dans *L'École laïque*,  
n°16, 30 juillet 1942



## Commentaire

Les 16 et 17 juillet 1942, la rafle du Vél' d'Hiv' entraîne l'arrestation de 13 000 Juifs dans Paris et la proche banlieue. L'internement de familles entières, et notamment d'enfants, ne peut laisser insensible la presse résistante enseignante. Dès son numéro du 30 juillet, *L'École laïque* dénonce le « crime monstrueux » qui vient d'être commis. Cependant, le motif réel de cette rafle échappe au rédacteur de l'article. Les mesures prises contre des femmes et des enfants sont pour lui « la démonstration devant le peuple français de la terreur dont les boches sont capables pour qu'à l'approche du 2ème front les Français effrayés n'osent pas renforcer leur action contre l'envahisseur. » La lecture politique et patriotique de l'événement empêche d'envisager l'extermination qui attend les personnes raflees, comme elle fait porter la responsabilité des arrestations sur les Allemands, qui ont pourtant laissé les Français agir seuls.



# LE LYCEEN

ORGANE NATIONAL DES COMITES LYCEENS DE L'UNION DES ETUDIANTS PATRIOTES.  
N° DE MAI 1944.

## combattant

ORGANE NATIONAL DES COMITES LYCEENS DE L'UNION DES ETUDIANTS PATRIOTES.

POUR DEFENDRE NOTRE LIBERTE ET NOTRE VIE, DEBOUT LES LYCEENS.

Exaspérés par la perspective d'une définitive défaite à l'Est, par l'imminence à l'Ouest d'un 2ème front que laisse prévoir la puissante offensive aérienne de nos alliés, les boches redoublent leur offensive contre les patriotes et particulièrement contre la jeunesse des écoles. Fermeture des Universités d'Aix-Marseille-Montpellier suivie de la déportation des étudiants, état d'exception décrété dans les Facultés, policiers et militaires lâchés dans les classes et les amphithéâtres, avilissement au niveau des examens et des études, tous les moyens sont bons pour déporter les étudiants et saper durablement l'avenir de la culture française. Et les boches ont gardé d'oublier les Lycéens dont ils redoutent particulièrement l'enthousiasme et la combativité. Après nos camarades de Narva et d'Oyonnax torturés à mort, des Lycéens sont fusillés à St Brieu, à Versailles et on est par dizaines que nous comptons des Guy Moquet parmi nous.

Mais par plus que nous nous sommes laissés prendre aux fausses promesses d'un Bonnard, à ses annonces d'un bachot "facile", nous ne nous laisserons intimider par ces procédés terroristes. Nous savons qu'il n'y a qu'un moyen de faire reculer l'ennemi, c'est de s'unir et d'agir contre lui. En vain l'ennemi s'efforcera-t-il de détruire cette unité réunie dans l'UNION DES ETUDIANTS PATRIOTES, en tentant de nous isoler de nous disperser pour le service obligatoire rural. Nous saurons déjouer ce nouveau piège en relevant nos bras aux négriers, en ne répondant pas aux convocations. Les vacances elles-mêmes ne nous disperseront pas. Car nous savons bien qu'il ne peut être question de vacances quand se joue le destin de la Patrie, quand tant de jeunes ouvriers et paysans de notre âge se battent depuis de longs mois.

(suite au verso)

SUR LE FRONT LYCEEN.

-- Devant la résistance obstinée des Lycéens bretons au "service de la pioche", les boches ont fait fermer les lycées et collèges de Guinguamp, St Brieu, Lamballe, Trégulier, Lannion, décrété leur transfert dans l'Indre et la Creuse et déclaré les élèves interdits dans les Côtes du Nord. Devant ces mesures arbitraires et brutales, les Lycéens bretons, groupés dans l'U.E.P., ont organisé une active résistance par manifestations, pétitions, association de leurs parents à leur défense... Si tenons tous dans leur lutte nos camarades menacés.

-- Les internes d'un grand lycée normand ont exigé par délégation et pétitions une amélioration de l'ordinaire du réfectoire et des conditions de logement. Ils ont obtenu satisfaction.

-- Dans un lycée de Seine et Oise, les Lycéens ont observé une minute de silence pour un de leurs fusillés.

-- Pour le 1er Mai, des Lycéens parisiens ont pris la parole dans un cinéma du 20<sup>e</sup> arrondissement, exhortant les jeunes à s'unir dans les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique, à résister à la déportation et à passer à l'action armée. La salle comble fit à l'orateur une chaleureuse ovation et une Marseillaise fut chantée par tous les spectateurs debout.

-- Le 3 Mai, les Lycéens parisiens prirent part à une grande manifestation d'unité organisée sur la Bd St Michel par l'Union des Etudiants Patriotes. A 17 h.10, en 17 points du boulevard, des diffuseurs de toutes les organisations s'adressèrent à l'U.E.P. (Etudiants de l'O.C.M., Etudiants Catholiques Combattants, Etudiants Protestants Patriotes, Union Féminine Universitaire, Front National Etudiant, Dégéné de la Femme, Etudiants et Lycéens Communistes, Etudiants des M.U.R.) lancèrent simultanément à la volée des milliers de tracts et journaux. Les Lycéens

(suite au verso)

*Le Lycéen combattant,*  
organe national des lycéens de  
l'Union des Etudiants patriotes  
mai 1944

## Commentaire

En mai 1944, la perspective du débarquement et de la libération semble proche tant l'effort militaire contre l'Allemagne s'intensifie à l'Est et à l'Ouest. *Le Lycéen combattant* appelle à l'unité de toutes les organisations lycéennes et étudiantes partout en France afin de protester contre les mesures les visant, notamment le Service du Travail obligatoire en Allemagne. Le journal incite à multiplier les mouvements revendicatifs « sur le front lycéen » et à honorer la mémoire des camarades qui ont été victimes de la répression.

Pour *Le Lycéen combattant*, il n'y a plus à attendre : « Car nous savons bien qu'il ne peut être question de vacances quand se joue le destin de la Patrie, quand tant de jeunes ouvriers et paysans de notre âge se battent depuis de longs mois » ; « Pour défendre notre liberté et notre vie, debout les lycées. »



# L'ÉCOLE LIBÉRATRICE

C. G. T.

ORGANE DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS  
(RECONSTITUÉ CLANDESTINEMENT)

F. G. E.

## Les instituteurs dans l'insurrection nationale

Les combats sont déclenchés sur le sol français. A l'heure où nous écrivons ces lignes une petite partie du territoire est libérée en Normandie où la bataille fait rage. D'une manière impérieuse, urgente, est posé devant le peuple français le problème de l'insurrection nationale. Le devoir de toutes les organisations de la résistance, des syndicats, de tous les patriotes, est d'assurer son succès dans les délais les plus brefs.

Il faut que tous comprennent que si les armées seules se battent, si la masse du peuple ne pèse pas de tout son poids dans la balance, si les Allemands sont libres de leurs arrières, s'ils peuvent impunément multiplier leurs destructions, si la bataille traîne en longueur, c'est la France tout entière qui deviendra terre brûlée. Ce seront des milliers et des milliers de victimes civiles, des destructions sans nombre.

Si la France n'assume pas en grande partie la tâche de sa libération, si elle ne contribue pas à briser les chaînes de l'oppression, demain on lui contestera le droit de parler en nation souveraine; on pourra lui contester sa liberté, les droits de déterminer elle-même ses institutions; il est des discours plus ou moins récents qui ne trompent pas.

L'insurrection Nationale est non seulement un devoir, c'est le seul moyen d'éviter à notre pays des souffrances indicibles, c'est, combinée avec les débarquements, la seule possibilité de terminer *économiquement* la guerre avec le minimum de pertes en vies humaines et en destructions matérielles.

Voilà ce que chaque Français, chaque Française doit comprendre, voilà ce que vous, instituteurs, institutrices leur ferez comprendre.

Dès le débarquement, les F.F.I. (F.T.P., groupes francs, etc...) sont entrés en action à une grande échelle. Les destructions de voies ferrées, les attaques contre les convois ont été multipliées; les renforts allemands ont été retardés; tout cela a contribué au succès du débarquement et de l'extension de la tête de pont. Les maquis sont descendus des montagnes; des villes ont été prises et il a fallu des troupes allemandes munies de blindés pour les reprendre. D'une façon générale l'avant-garde armée du peuple français est en action.

Mais une avant-garde seule ne gagne pas une bataille. Il faut que la masse des combattants soit avec elle et cette masse c'est le peuple français. Et si tous comprennent leur devoir, si chaque militant est à son poste de combat, s'il sait dégager à chaque instant le mot d'ordre juste, la tactique appropriée, le peuple suivra, prendra conscience de sa force comme il le fait toujours dans les grandes périodes historiques.

L'insurrection nationale est un problème militaire, certes. Mais c'est aussi un problème économique et politique; c'est la résultante de toutes les actions revendicatives et militaires. Arrêter les usines qui travaillent pour l'ennemi, *organiser les comités de grève*, diriger les protestations des travailleurs, profiter de

chaque occasion pour former des *milices patriotiques* avec les chefs les plus courageux et les plus expérimentés, ne sont que les divers aspects d'une même tâche.

A l'heure actuelle le spectre de la famine se profile dans les grandes villes; des milliers d'hommes, de ménagères vont demander à manger pour eux, pour leurs enfants. Mais n'y a-t-il pas les immenses stocks de la Wehrmacht, résultat d'années de pillages de vos campagnes françaises, dont nous pouvons *obtenir et conquérir* la distribution en organisant les travailleurs.

N'y a-t-il pas partout dans les campagnes, dans les villes, des milliers et des milliers de Français qui ne demandent qu'à s'organiser et à se battre. Mais ils attendent que quelqu'un les conseille, les guide, leur donne des consignes claires et précises, se place à leur tête dans l'action.

Nos sections syndicales elles-mêmes n'ont-elles pas leur rôle à jouer? Sans doute les considérations militaires priment toutes les autres. Mais dès maintenant en liaison avec l'insurrection nationale se pose le problème de *la conquête de leur légalité* et il y a lieu pour tous nos militants d'entrer en contact avec les inspecteurs résistants ou patriotes et avec eux de prendre en mains toutes les questions qui intéressent la marche générale de l'école et en particulier la protection des enfants, le fonctionnement des cantines scolaires, etc...

Instituteurs et institutrices vous pouvez guider le peuple, jouer le rôle de chefs, parce que souvent vous avez sa confiance. Vous pouvez, vous devez être des conseillers, des entraîneurs.

Bien des militants, des dirigeants de notre syndicat, des « directeurs de conscience » à la Emery nous donnaient des consignes de passivité, d'abdication devant l'hitlérisme. Maintenant ils sont de l'autre côté de la barricade.

Si chacun de nous ne pense qu'à sa petite tranquillité personnelle, à son horizon borné, s'il ne s'élève pas à une compréhension d'ensemble de la situation et n'en tire pas les conclusions d'*action* nécessaires nous risquons d'être écrasés dans le choc des terribles forces en présence. Et les premières victimes seront peut-être les attentistes et les hésitants.

Instituteurs, institutrices, regardez autour de vous. Vous avez là vos anciens élèves, vous avez des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, des gendarmes qui écouteront vos conseils et vos consignes. Vous pouvez être une force immense.

A l'aube de la 3<sup>e</sup> République, lorsque les forces de réaction étaient encore puissantes les instituteurs ont été, dans toute la force du terme, des militants. A l'aube de la 4<sup>e</sup> République dont nous entrevoyons les premières lueurs à travers les ténèbres de l'oppression nazie, vous pouvez encore être des militants, des combattants.

Tous dans l'action. Vive l'insurrection nationale!

*L'École libératrice,*  
organe du Syndicat national  
des Instituteurs,  
n°4, juin 1944

## Commentaire

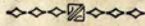
Au printemps 1944, la presse de la Résistance enseignante accorde de plus en plus d'importance à la perspective de la Libération. Les appels à la mobilisation se multiplient. En mars 1944, *L'École laïque* titre « Le combat est notre sauvegarde ». Après le débarquement en Normandie, *L'École libératrice* de juin 1944 met en avant « Les instituteurs dans l'insurrection nationale ».

« Instituteurs, institutrices, regardez autour de vous. Vous avez là vos anciens élèves, vous avez des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, des gendarmes qui écouteront vos conseils et vos consignes. Vous pouvez être une force immense. »

Le message est clair : les enseignants doivent soutenir ou participer à la lutte libératrice.



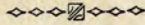
## LE «MAQUIS» SORT DU BOIS...



Fin août, le village prend un aspect mystérieux. Des hommes inconnus viennent des villages voisins emportent de la boulangerie des sacs de pains.

Vendredi matin, oh! surprise, nous voyons les premiers soldats F.F.L en kaki.

A cette vue, le cœur bat d'espérance, sourdement. Enfin, la Libération est proche.



### Un déménagement singulier.

Dans l'après-midi de vendredi, une camionnette de déménagement, lourdement chargée, monte la côte du cimetière. Elle s'arrête sous le mur de l'école.

Les autos sont rares, nous accourons, mais déjà, elle a disparu, cachée dans la grange de Pierre P.

Un homme jeune, se dirige vers la mairie. Il s'agit du chef de l'expédition le capitaine Vuillemin, aujourd'hui commandant, qui vient demander des renseignements.

—Y a-t-il des allemands dans les environs? Les convois passent-ils serrés sur la route nationale?»



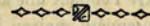
Une estafette part en moto jusqu'à la route et revient un moment après rapportant la nouvelle:

«—Les Américains sont sur la route.»

Comme une trainée de poudre la nouvelle se répand. Les gens s'attroupent devant la mairie, le motocycliste ayant demandé: « Mais où donc habite l'instituteur?»

Le Capitaine Vuillemin qui exécute un transport d'armes masqué par un sommier et des couvertures, décide de se rendre compte de visu de la réalité de cette assertion. Hélas! il ne s'agit que de quelques membres de l'Africa-Corps...déception!...

Le Capitaine Vuillemin exécutera la liaison malgré tout. Et le lendemain, par une pluie battante, l'auto au sommier repasse. La mission a été complètement et heureusement remplie.



### Samedi 2 septembre 1944

Le samedi 2 septembre 1944 dans la matinée des avions américains survolent des convois allemands qui suivent la route de Dôle à Besançon.

Tout à coup, un avion pique j'entends le crépitement de sa mitrailleuse, puis voici un autre avion, il pique à son tour, nouveau crépitement. Huit avions manœuvrent ainsi à la file.

Les Allemands se sauvent de tous côtés, comme des fous, en tirant sur les assaillants avec leurs mitrailleuses. Mais cinq Allemands sont tués, des chevaux tombent blessés à mort, d'autres se sauvent à travers champs cassant les timonnières des chariots.

Les avions s'éloignent. Les Allemands sortent du bois, des buissons, reprennent hâtivement leur chemin dans la direction de Besançon, laissant en désordre sur place, des fusils, des mitrailleuses, des voitures en morceaux, et même des crisses de munitions.

Pages intérieures du journal scolaire *La Mare*, « La Libération », n°10, juillet 1945

## Commentaire

Au niveau local, les enseignants s'efforcent de faire le récit des années d'Occupation et de la Libération. Ils demandent à leurs élèves d'écrire mais aussi de dessiner ce qu'ils ont vécu ou ressenti, ce qui pour certains enfants peut faciliter une forme de résilience en mettant sur le papier des souvenirs traumatisants. Les récits peuvent prendre la forme d'une épopée, incarnée par des héros, qui ont pu parfois aller jusqu'au sacrifice de leur vie, mais, le plus souvent, ce sont des témoignages de la guerre ordinaire, à hauteur d'enfants.

Dans cette école du Doubs, la production prend la forme d'une brochure mise en page et imprimée par les élèves eux-mêmes, directement inspirée par les pratiques pédagogiques développées par Célestin Freinet avant-guerre.





Couverture de Georges Sadoul,  
*L'école du Maquis*,  
coll. « Jeunesse héroïque »,  
Editions France d'Abord, 1945

## Commentaire

A la Libération, beaucoup considèrent que la Résistance a été un moment fondateur dans le renouveau de la France et que son histoire doit être transmise aux jeunes générations qui n'ont pu pleinement y participer. Les Editions France d'Abord, issues des Francs-Tireurs et Partisans et proches du Parti communiste, publient une série de fascicules dans la collection "Jeunesse héroïque". Celui rédigé par Georges Sadoul présente l'expérience du maquis comme l'équivalent d'une école de la vie, fondée sur l'engagement individuel et collectif et construite sur l'action autant que sur la réflexion. La Résistance a été porteuse de valeurs qui doivent servir de cadre à la République française d'après-guerre et permettre d'écartier ceux qui ont choisi le camp de la collaboration et de la trahison.



Unin sur le but à atteindre, unin sur les moyens, d'adhérer en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, des représentants du mouvement, groupements, partis et tendances politiques représentés au sein du CNR parlementaire qui ont décidé d'adhérer à l'union après la libération pour réaliser le programme

1°) afin de veiller au châtement des traîtres

2°) afin d'assurer

L'établissement de la démocratie la plus large conformément aux décisions du peuple souverain par la convocation d'une Constituante élue au suffrage universel.  
La liberté de conscience pour les croyants et les laïques,  
La liberté de la presse, son honneur et sa propriété,  
La liberté d'association, de réunion et de manifestation,  
L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance,  
Le respect de la personne humaine,  
L'égalité absolue de tous les citoyens devant la Loi,

3°) afin d'instaurer

Le droit au travail et le droit au repos  
Les assurances sociales à la charge de l'Etat couvrant tous les risques de maladies et d'accidents,  
Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours,  
Une assurance contre les calamités agricoles  
Le développement et le soutien des coopératives de production, d'achat et de vente, agricoles et artisanales,  
Le droit pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents en trouvant les ressources nécessaires à ces mesures, au dédommagement des sinistrés et à un vaste développement de la production par la confiscation des biens des collaborateurs, par un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et sur les gains réalisés dans la production pendant la guerre, et par le retour à la Nation des grands moyens

de production, fruits du travail commun, des sources d'énergie, et des richesses du sous-sol,  
4°) afin de défendre l'indépendance économique et politique de la Nation et de rétablir la France dans sa grandeur.

L'Union des représentants de la Résistance pour le présent et dans l'avenir pour l'intérêt supérieur de la patrie doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Il doit les inciter à éliminer tout esprit particulariste, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et servir l'ennemi.

En avant donc, dans l'Union de tous les Français, rassemblés autour du CFLN et de son président, le général de Gaulle, en avant pour la Victoire, afin que

VIVE LA FRANCE.

Document de travail  
du Conseil national  
de la Résistance, non daté  
Fonds Pierre Villon

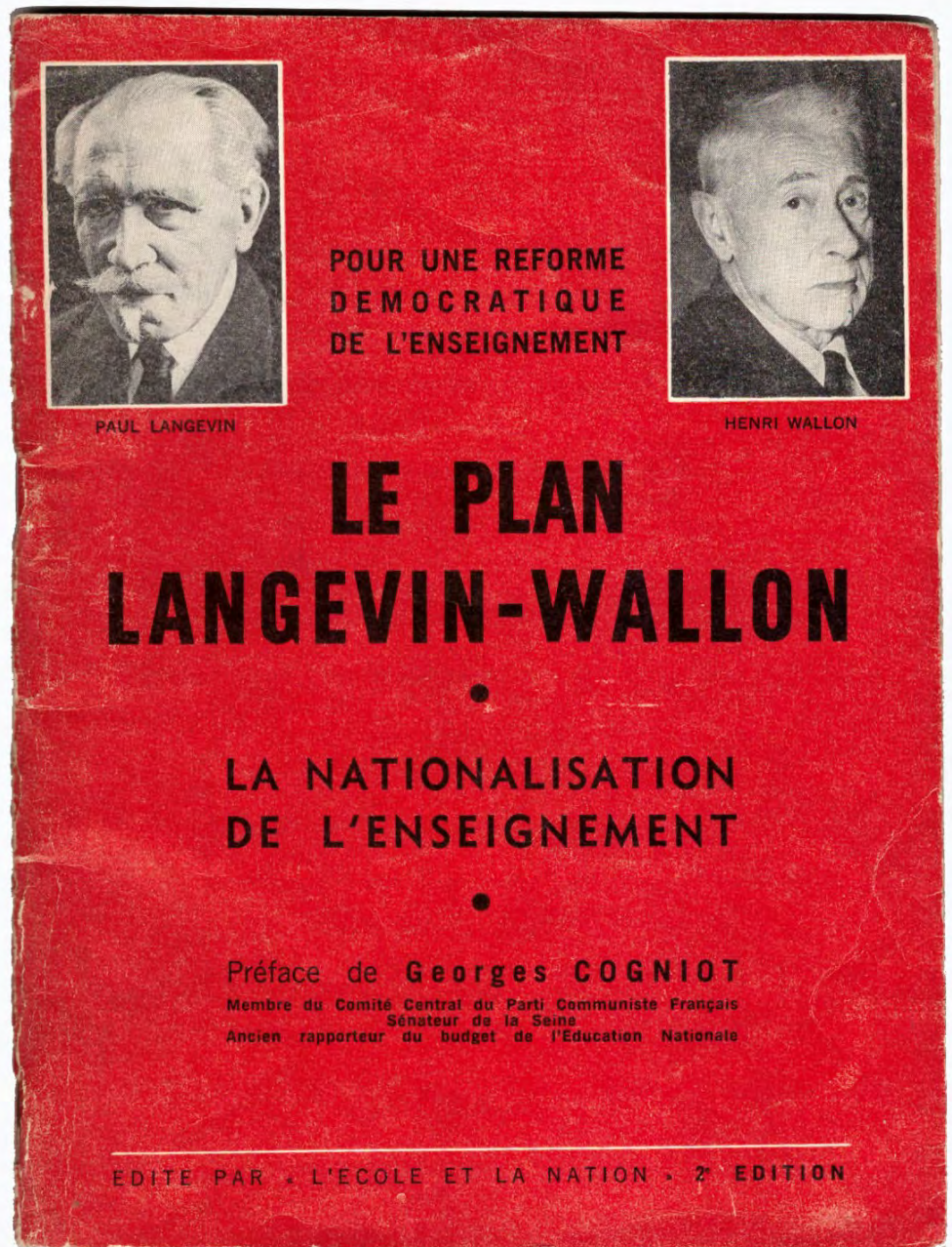
## Commentaire

En France occupée, le Conseil national de la Résistance travaille dans la clandestinité sur un programme de réformes à entreprendre après la libération du territoire national, adopté le 15 mars 1944. Parmi les mesures à appliquer, figure « la possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires. »

L'Education pour tous est clairement affichée comme devant être une des priorités de la France libérée, en conformité avec la volonté de rétablir une République démocratique et sociale.







*Le Plan Langevin-Wallon.  
La nationalisation  
de l'Enseignement,  
L'École et la Nation, 1962*

## Commentaire

En novembre 1944, René Capitant, ministre de l'Éducation nationale, nomme une Commission ministérielle d'études pour la réforme de l'Enseignement. Présidée par Paul Langevin puis par Henri Wallon, la commission élabore un projet global de réforme de l'enseignement et du système éducatif français qui défend une « Ecole unique » pour les structures et une « Ecole nouvelle » pour la pédagogie.

Lors de sa présentation en juin 1947, le rapport « Projet de la commission ministérielle d'études », dit « plan Langevin-Wallon », est reconnu pour sa qualité mais il est considéré par le nouveau gouvernement comme inapplicable dans la France d'après-guerre. Il inspire cependant tous les projets de réformes de l'Enseignement lancés par la suite. Le rapport est souvent réédité et commenté, comme le fait Georges Cogniot dans cette édition de 1962.

